

ISRAËL-TPO: L'approvisionnement alimentaire à Gaza étranglé par mille jours de blocus

RAMALLAH, 1 juin 2010 (IRIN) - La quantité et la qualité de la nourriture disponible pour les 1,5 million de Palestiniens vivant dans la bande de Gaza ont été fortement limitées par plus de 1 000 jours de blocus presque total, selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Soixante et un pour cent de la population gazaouie est en situation d'insécurité alimentaire », a dit Sarah Leppert, conseillère en communication de la FAO pour la Cisjordanie et la bande de Gaza. « Il y a divers aliments disponibles à Gaza, mais le problème, c'est que les habitants n'ont pas les moyens d'en acheter à cause de la hausse de la pauvreté et du chômage, qui avoisine maintenant les 39 pour cent ».

Les restrictions limitant l'accès et les importations imposées par Israël continuent d'asphyxier le secteur agricole de Gaza, ce qui contribue directement à l'aggravation de l'insécurité alimentaire, a dit Philippe Lazzarini, Coordinateur humanitaire par intérim pour les Territoires palestiniens occupés (TPO), dans un communiqué commun avec des organisations humanitaires et l'Association des agences de développement international (AIDA), qui représente plus de 80 organisations non gouvernementales (ONG), à Gaza, le 25 mai.

Les aliments riches en protéines, comme la viande, sont particulièrement difficiles à se procurer pour les Gazaouis. Les familles ont recours à des mécanismes d'adaptation : ils empruntent de l'argent ou comptent sur l'aide des organisations humanitaires œuvrant à Gaza, a dit Mme Leppert.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'inquiète de la hausse des indicateurs de malnutrition – augmentation des cas de retard de croissance, d'émaciation et de déficit pondéral chez les enfants – et des taux toujours élevés d'anémie chez les enfants et les femmes enceintes.

Selon une enquête sur la pauvreté menée par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), le nombre de réfugiés palestiniens sans accès à la nourriture et ne disposant pas des moyens nécessaires pour acheter ne serait-ce que des biens de première nécessité comme du savon, des fournitures scolaires et de l'eau potable a triplé depuis le début du blocus, en juin 2007.

« Trente œufs coûtaient sept NIS [nouveau shekel israélien, soit environ 1,83 dollar], et coûtent maintenant 14 NIS [environ 3,65 dollars] », a dit Mahmoud Alkhor, 22 ans, propriétaire d'un magasin à Gaza.

À moins d'un changement de politique, la dépendance à l'aide humanitaire risque d'augmenter, a averti l'UNRWA, qui fournit des moyens de subsistance essentiels à près de 80 pour cent de la population gazaouie.

Par ailleurs, la baisse de la fourniture en électricité à Gaza dans le cadre du blocus israélien limite les possibilités de réfrigération et, partant, nuit aux produits maraîchers et augmente les coûts de production, a dit le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Des risques pour la santé

Selon les organisations humanitaires travaillant à Gaza, les produits importés d'Égypte par les tunnels, vendus à des prix exorbitants et que la plupart des Gazaouis ne peuvent se procurer, ne sont pas une solution viable.

« La FAO est particulièrement préoccupée par les risques potentiels sur la santé posés par l'importation non réglementée de bétail et de médicaments vétérinaires de l'Égypte vers Gaza

par les tunnels », a dit Mme Leppert, qui craint de possibles maladies animales à Gaza et des épidémies transfrontalières dans la région.

Depuis janvier 2009, les forces navales israéliennes ont limité l'accès des bateaux de pêche de Gaza à seulement trois miles nautiques de la côte, souvent réduits à deux miles nautiques dans les faits. Selon la FAO, entre 2008 et 2009, la capture totale de pêche a diminué de 47 pour cent et ne permet pas de répondre à la demande de la population croissante de Gaza.

Cependant, d'après le Bureau israélien de la coordination du district (DCO) de Gaza, il n'y a pas de crise humanitaire à Gaza.

« Israël autorise le passage de biens essentiels, de matériaux de construction [pour les projets des Nations Unies] et de produits pour l'agriculture. Ainsi, Israël a permis à 15 fermiers de quitter la bande il y a deux mois pour un programme d'éducation agricole à l'institut Arava [d'études environnementales] », a dit le DCO. « Israël ne rationne pas la quantité de produits importés à Gaza tant qu'ils sont sur la liste des articles autorisés. Nous transférons également des vaccins et d'autres produits pour le secteur agricole. Nous travaillons en coopération avec les commerçants et les fermiers et sommes attentifs à leurs besoins ».

Le responsable du DCO, le colonel Moshe Levi, a dit aux journalistes, le 26 mai : « Nous n'avons eu connaissance d'aucune pénurie dans quelque domaine que ce soit et nous autorisons l'importation de nombreux produits variés ainsi que l'exportation de produits agricoles provenant de la bande de Gaza. Il est bien entendu interdit d'importer tout ce qui pourrait aider le Hamas à accroître son pouvoir militaire ».